

**SOCIAL** ■ Les agents des finances publiques ont contesté, hier à Tulle, la suppression de 11 nouveaux postes

# Internet n'impose pas des dégraissages

**Les services départementaux des finances publiques auront perdu 77 emplois en 7 ans. Selon le personnel, la dématérialisation de certaines tâches n'enlève pas la charge de travail.**

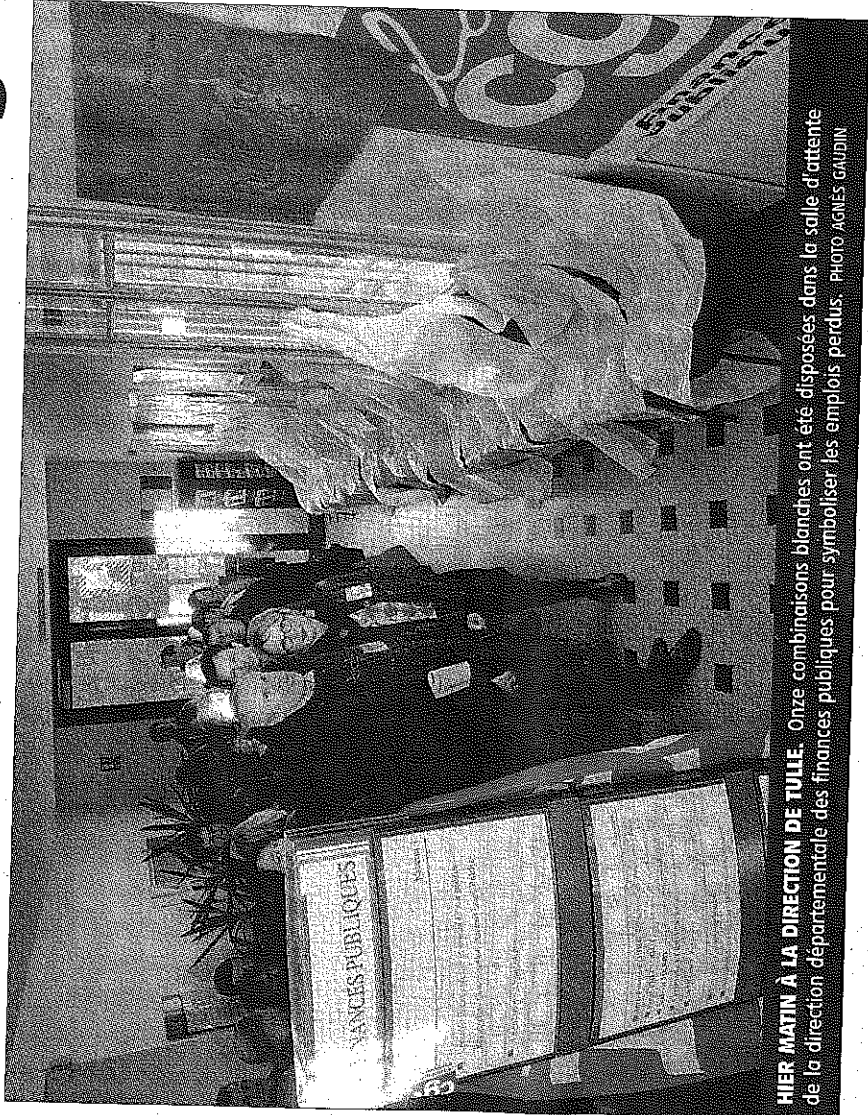
Alain Albinet

alain.albinet@centrefrance.com

Une cinquantaine d'agents des finances publiques se sont retrouvés, hier matin, à la direction départementale, rue Henri-de-Bournazel à Tulle, pour dire leur opposition à la suppression de 11 postes supplémentaires dans ce service de l'État. Les représentants du personnel étaient conviés, à ce moment-là, à un comité technique pour donner leur avis sur la localisation des postes qui disparaîtront au 1<sup>er</sup> janvier prochain. Ils ont profité de l'occasion pour dire leur opposition à « cette spirale infernale, destructrice des missions de service public, menaçante pour l'égalité des citoyens et susceptible de nuire au consentement citoyen à l'impôt ».

## Sept trésoreries déjà fermées

Au nom de Solidaires, CGT, FO et CPDT, les responsables syndicaux ont souligné que « les agents des finances publiques ne sont plus actuellement que 366 sur le département, alors qu'ils étaient 432 en 2010 ». Et d'ajouter que « 7 trésoreries de



**HIER MATIN À LA DIRECTION DE TULLE.** Onze combinaisons blanches ont été déposées dans la salle d'attente de la direction départementale des finances publiques pour symboliser les emplois perdus. PHOTO AGNÈS GAUDIN

proximité ont été fermées sur cette même période. Tous les services ont désormais un effectif en agents insuffisant. Même si la suppression de 3 trésoreries supplémentaires a été reportée à la dernière minute, ce sont encore 11 emplois qui disparaîtront en 2017 ».

Pour les syndicalistes, ces suppressions seront réparties comme suit : 3 au domaine, 3 à la direction dont 1 inspecteur principal, 1 au service d'impôt

des entreprises de Brive, 1 au service de publicité du foncier (ex-conservation des hypothèques) de Tulle, 1 à la trésorerie d'Argentat, 1 à la trésorerie de Vigeois et 1 à la trésorerie de l'office HLM de Tulle.

## Des services en moins

« Plus grave encore, des services seront concentrés sur un seul site : le plan cadastral à Tulle, le contrôle fiscal à Brive », ont souligné les syndicalistes.

« Cela éloignera toujours plus les citoyens de l'administration. D'autres services vont aussi disparaître de la Corrèze. Celui des évaluateurs des Domaines est transféré à Limoges et Bordeaux, en privant les collectivités locales d'un appui technique pourtant apprécié. Elles devront avoir recours aux services payants d'offices privées ».

Une évolution que l'administration présente comme inévitabile avec une plus grande utili-

sation des services sur Internet.

« On nous demande d'avaliser cette situation, de gérer cette pénurie », a insisté Sophie Magne, de la CGT Finances, « alors que la charge de travail s'accroît tout comme les heures supplémentaires et la souffrance des agents... Le public n'entend pas ce message-là. Vu le discours ambiant et les fermetures des guichets que nous sommes obligés de faire, beaucoup pensent qu'on est des fainéants, alors que tout ne tient que grâce à la conscience des agents ».

**« Le coût de l'impôt en France : 0,9 %. Essayez de faire mieux ! », selon les syndicats.**

Et son collègue de FO de poursuivre : « Nos responsables ont calculé des gains de productivité, pendant une période, mais il n'y a plus de marge aujourd'hui. Les missions restent et c'est de la rigueur pure et simple ».

En prolongement de cette mobilisation d'hier matin, les personnels sont allés à la rencontre du directeur départemental pour avoir des explications. Pascal Guérin, responsable du syndicat Solidaires l'a interpellé en s'appuyant sur une allocation récente du président de la République. « Il a dit que sans fonctionnaire, il n'y a pas d'État. Et sans État, il n'y a pas de France ».